

Les Echos

10/05/2010 | 15:08 | Augustin Landier , David Thesmar |

Le cadeau des contribuables grecs et français à nos banques

Dans l'affaire grecque, l'épopée que nous racontent les communicants de l'Elysée ne manque pas de panache : parvenant à convaincre nos voisins allemands d'abandonner leur mesquinerie, notre vaillant gouvernement est venu à la rescousse d'un petit pays pris à la gorge par les spéculateurs et les agences de notation qui le jugent insolvable (les premiers par rapacité, les seconds par incompetence). En organisant la résistance de la zone Euro aux financiers voyous, notre président évite que l'incendie ne se propage à d'autres pays. Un bel exemple de volontarisme : on affirme le primat du politique sur les jeunes traders avides. Voilà du bon marketing politique.

Il est sans doute nécessaire d'éviter une déflagration financière, mais ne nous voilons pas la face : il faut être conscient que l'héroïque sauvetage de la Grèce est avant toute chose un énorme cadeau fait à nos banques. Car nos établissements financiers sont ceux qui ont le plus à perdre d'un défaut grec. Les banques ont révélé la semaine dernière leur exposition à la dette souveraine grecque : 51 milliards d'euros. Imaginons maintenant que la Grèce fasse défaut sur, disons, 30% de sa dette (ce chiffre correspond à moyenne des restructurations récentes). Dans ce cas, nos banques pourraient perdre 17 milliards d'euros. Une estimation évidemment très grossière, puisqu'elles ont certainement acheté de la protection contre le défaut grec (les fameux CDS, dont les primes ont flambé, récemment). De plus, le risque auquel nos banques sont exposées n'est pas seulement souverain, mais provient aussi des entreprises et banques grecques, qui seraient certainement en partie emportées dans la tourmente. Mais elle nous donne un ordre de grandeur de ce qui est en jeu : Le sauvetage grec est un chèque cadeau de quelques milliards voire quelques dizaines de milliards aux actionnaires des banques.

Qui paie ? Les contribuables européens (qui ne prêtent qu'à 5% alors que le risque de défaut semble être élevé) et grecs (qui vont devoir endurer des années de récession absurde pour honorer toute leur dette). Et tout cela sans la moindre contrepartie : pas étonnant que les banques poussent pour un sauvetage de la Grèce, qui de fait sauve avant tout elles-mêmes.

Faut-il vraiment le rappeler, en pleine crise financière, les cadeaux aux banques passent mal dans l'opinion. Aux Etats-Unis, au moment de la faillite de Lehman Brothers, le plan de sauvetage du secteur financier avait été très généreux : plus de 100 milliards de dollars. Aujourd'hui, l'administration américaine n'en finit plus de se justifier et le secrétaire au Trésor, Timothy Geithner, est affaibli, en partie parce que son plan de sauvetage avait été conçu dans la plus totale transparence.

Pour faire passer son cadeau aux banques, le gouvernement français a fait le choix de l'opacité. L'exposition détaillée de certaines banques n'est connue que depuis quelques jours, et encore, seulement vis-à-vis de la dette souveraine, qui n'est évidemment pas la seule concernée (à la fois en Grèce et dans les autres pays menacés). L'opacité coupe court aux critiques et améliore la position de négociation des banques : un renflouement occulte et drapé dans la « solidarité européenne » est évidemment plus facile à justifier politiquement qu'une subvention chiffrée à l'industrie bancaire.

L'affaire grecque est emblématique de l'opacité dans laquelle baigne délibérément l'action publique. Pour discipliner les acteurs de marché et ceux qui les régulent, pour que le débat

public puisse avoir lieu dans la lucidité plutôt que le fantasme, il faut libérer l'information. De nombreuses données dorment comme du minerai inexploité dans le secret des institutions qui les rassemblent. Le monopole sur ces données, qui s'abrite derrière le secret des affaires, maintient en réalité les rentes de ceux qui y accèdent. A une époque où les coûts de traitement et de stockage de l'information ont disparu, la puissance publique doit apprendre les bienfaits de l'ouverture et de l'intelligence collective. Il y a dans cette fin des secrets un enjeu d'efficacité, tant il est illusoire de confier à des petits groupes d'experts le soin de détecter les dangers et de décider pour nous, mais il y a, surtout, un enjeu de démocratie.

Augustin Landier et David Thesmar viennent de publier, « La Société Translucide, pour se libérer du mythe de l'Etat bienveillant », chez Fayard.